



## Rapport sur le 12ème Conseil Stratégique de L'IRIS

### **Délégation de l'ASSÉ:**

Jean-Daniel Goulet (membre du CRAA)

Dominique Leblanc (membre du CRAA)

### **Ordre du jour**

1. Bilan des activités de l'IRIS des derniers mois
2. Échange: préoccupations des partenaires
3. Les ordres professionnels au Québec
4. Pause
5. L'austérité au Québec
6. Fermeture

Prendre note que les points 3 et 5 ont été inversés

### **1. Bilan des activités de l'IRIS des derniers mois**

Les trois publications de l'IRIS ayant été le plus téléchargées sont: *Les syndicats nuisent-ils au Québec ?* (12 033), *Tâches domestiques: encore loin d'un partage équitable* (6 248) et *Au Québec, est-ce que l'enrichissement profite vraiment à tout le monde ?* (5 134)

L'IRIS prévoit faire des publications sur la dette et la sur épargne dans le privé avant la fin de l'année. Pour 2015, beaucoup de documentation est à prévoir, notamment: Une étude sur l'impact de l'austérité sur les femmes, une publication sur la fiscalité municipale, les coups de la santé et sur les ordres professionnels.

## 2. Échange: préoccupations des partenaires

TABLE:	<ul style="list-style-type: none"><li>- Opposition au projet de loi 10</li><li>- Participation à la journée de fermeture des organismes communautaires</li><li>- Membre de la Coalition opposé à la tarification et à la privatisation des services publics</li></ul>
CES:	<ul style="list-style-type: none"><li>- Transfert de leurs mandats vers les élus</li></ul>
MQRP:	<ul style="list-style-type: none"><li>- Préoccupation sur le développement territorial (avec les coupures, perte d'une expertise et du pouvoir de la population)</li><li>- Contre le projet de loi 10 (amène un climat de peur)</li><li>- Rédaction d'une recherche sur rémunération des médecins</li></ul>
FIQ:	<ul style="list-style-type: none"><li>- financement des organismes communautaires</li></ul>
SPGQ:	<ul style="list-style-type: none"><li>- austérité en région: fermeture service à proximité, quelle va être la répercussion ?</li><li>- Préoccupation sur le Plan Nord</li></ul>
FAE:	<ul style="list-style-type: none"><li>- Préoccupation sur l'avenir des commissions scolaires</li><li>- Coupure de 300 millions dans les commissions, les services passent au communautaire</li><li>- Appel à manifester le 29 novembre</li></ul>
SISP:	<ul style="list-style-type: none"><li>- Contre le projet de loi 15</li><li>- Dénonciation de la centralisation et de la perte d'autonomie des régions</li><li>- Réalisation d'un bilan politique des gels d'embauches et des non-remplacement de postes</li><li>- Implication dans le collectif Échec aux paradis fiscaux</li></ul>
AFPC:	<ul style="list-style-type: none"><li>- Préoccupation sur la deuxième vague de coupure dans les universités</li><li>- Préoccupation sur la potentielle élection fédérale à venir</li></ul>
CSN:	<ul style="list-style-type: none"><li>- Préoccupation par la fusion des services sociaux et les services aux enfants aux grands centres de santé</li><li>- Voir à dynamiser la démocratie syndicale</li><li>- Étude du Rapport Demers</li><li>- Suivre l'arrivée des élections fédérales</li></ul>
SFPQ:	<ul style="list-style-type: none"><li>- Tourner des membres en région</li></ul>

## 3. L'austérité au Québec

Depuis l'aire Bachand, le gouvernement du Québec n'a jamais dépassé les 3% de croissance d'investissement dans les différents programmes.

Malgré la promesse qu'un crédit d'impôt baisserait le fardeau fiscal des moins nantis, le recours aux taxes régressives amène un effort plus important pour le premier quintile des paliers d'imposition alors que le dernier quintile, s'en sort avec un moindre effort

Lorsque le ministre des finances a déposé son budget, un déficit de 3,7 millions de dollars (selon le Parti libéral, un héritage du Parti Québécois) était à «repandre». Ce budget prévoit une réduction de la croissance des dépenses de 1,8%. Afin de combler ce déficit, le gouvernement Couillard compte sur la relance du Plan Nord et en faisant divers coupures.

Le rapport Godbout-Montmarquette est à analyser et les conclusions de la Commission d'Examen sur la Fiscalité Québécoise sont à attendre.

Un échange a eu lieu après cet exposé afin de guider l'IRIS dans la façon d'aborder cet enjeu. Autrement dit, sur quel aspect il est possible de mettre le gouvernement sur la défensive.

Voici ce que certains et certaines ont répondu-e-s :

L'IRIS mentionne qu'une brochure sur l'endettement public et une note sur les conséquences de l'austérité sur les femmes sont attendu pour cette année.

Le MQRP mentionne que d'avoir une revue de littérature sur le sujet serait pertinent.

La CSN fait valoir que le gouvernement libéral n'arrivera probablement pas à revenir à l'équilibre budgétaire, il sera donc plus difficile de justifier les nombreuses coupures. De plus, le bilan environnemental n'est pas très reluisant et donc facilement touchable. La CSN termine en mentionnant qu'il serait pertinent de se demander quel type de développement économique est souhaitable pour le Québec.

La SFPQ souligne qu'il serait intéressant de trouver et de montrer où va l'argent coupé dans les divers services. De plus, cet organisme trouverait pertinent d'avoir les chiffres des coupures en région et leurs effets.

Pour sa part, le CES propose de citer l'OCDE pour ses études affirmant que l'écart entre les riches et les pauvres est grandissant.

Le GRFPQ propose de créer une bande-dessinée pour vulgariser l'enjeu.

-MQRP mentionne que c'est avec des témoignages sur les effets de l'austérité sur des individus que l'enjeu va être bien abordé. Parce que selon cet organisme: l'austérité tu!

-La TABLE mentionne que la population semble avoir une vision généralisée et caricaturale du poste de fonctionnaire. Il serait intéressant de démontrer quel est la pertinence des fonctionnaires dans notre système public.

-La délégation de l'ASSÉ mets de l'avant l'impact mobilisateur que peut avoir l'exposition des effets concrets de l'austérité dans les campus. En effet, certains groupes

habituellement peu mobilisés se rassemblent contre l'austérité. On peut souligner les gens en technique à l'éducation à l'enfance par exemple.

#### **4. Ordres professionnels**

Présentement au Québec il y a 51 professions au sein de 45 ordres avec une présence des femmes à 60%.

Pour comprendre l'impact économique des ordres il est possible de souligner qu'au Royaume-Uni les ordres professionnels contribuent à 8% du PIB du pays.

Le mandat des ordres est la protection du public. La création de ceux-ci a permis de mettre fin à l'ambiguïté entre protéger ses membres ou le public.

Présentement l'idéologie qui règne dans cette structure est le consumérisme, soit le fait de privilégier la protection et l'information des consommateurs. Précédemment, c'est le néolibéralisme et le corporatisme qui servaient de ligne de pensée.

Les enjeux et questionnements liés à cet ordre sont nombreux. Il est possible de se demander si ces ordres défendent vraiment la protection du public, considérant les divers scandales qui touchent les ordres (notamment l'Ordre des Ingénieurs directement touché par la Commission Charbonneau). Le débat sur la reconnaissance des diplômes est aussi à souligner. Pour illustrer cet enjeu, il suffit de penser à l'éternel débat entre les techniciens et techniciennes et les bacheliers et bachelières en soins infirmier. L'ordre des Infirmières du Québec souligne que pour pratiquer le BAC devrait être obligatoire.

#### **Liste des acronymes:**

AFPC: Alliance de la Fonction Publique du Canada

CES: Non-trouvé

CSN: Confédération des Syndicats Nationaux

FAE: Fédération Autonome de l'enseignement

FIQ: Fédération Interprofessionnelle de la Santé du Québec

GRFPQ: Groupe de Recherche et de Formation sur la Pauvreté au Québec

MQRP: Médecins Québécois pour le Régime Public

SFPQ: Syndicat de la Fonction Public et Parapublic du Québec

SISP: Secrétariat Intersyndical des Services Publics

SPGQ: Syndicat de Professionnelles et Professionnels du Gouvernement du QUÉBEC

TABLE: Table des Regroupements Provinciaux d'organismes Communautaires/Bénévoles